



Déclaration liminaire à la CAPD du 27 mars 2012

Monsieur le Directeur Académique,

A deux jours de la fin de la saisie des vœux du mouvement, cette CAPD tardive pour les personnels qui attendent les résultats de la liste d'aptitude de direction, des départs en formation, est une parfaite illustration de la politique menée nationalement depuis 5 ans. Ces collègues se retrouvent dans une situation d'urgence pour choisir leur affectation.

Ce sont des **annonces jamais réalisées** : des promesses faites aux associations d'enfants handicapés par le président de la République mais pas de mesures réelles pour les honorer. Dans notre département, pas de départs en option A et C alors que des postes vacants existent. Manque d'enseignants et de structures spécialisés qui amènent certains enfants diagnostiqués en maternelle à n'être pris en charge en établissement qu'à partir du cycle III.

C'est une **gestion libérale de l'éducation** : on externalise le soi-disant « surcoût » que représente l'aide aux élèves en difficulté ; pas de départs en CAPASH E et G après 47 suppressions de postes RASED donc. Cette aide aux enfants en difficulté doit être menée par des personnels formés et non par le biais de 4 fois trente ou 3 fois quarante minutes d'Aide Personnalisée effectuées en période de chutes d'attention et de glycémie. Nous ne voulons pas de RASED se résumant à la seule présence de la psychologue, évaluatrice puis régulatrice (comme au SAMU) des réponses possibles offertes par le secteur privé.

Cela correspond aussi à une **vision élitiste de l'éducation** dont le futur Internat d'Excellence du collège Le Village d'Évry constitue le dernier avatar. De moins en moins de suivi spécialisé pour un nombre croissant d'élèves en difficulté ou en situation sociale précaire mais des investissements conséquents, 1,6 millions d'euros pour 42 élèves à terme, pour favoriser une infime minorité.

C'est la poursuite du **désengagement de l'État** dans sa mission de formation puisque l'on conseillerait aux collègues d'entreprendre une spécialisation par le CNED, c'est à dire en supportant le coût que l'Éducation Nationale doit prendre en charge.

C'est enfin l'expression d'une **gestion chaotique** lorsqu'on considère le retard avec lequel parviennent les circulaires, celle concernant les psychologues par exemple, et les décrets d'application relatifs à des décisions prise plusieurs mois auparavant.

Nul doute qu'en Essonne, nos collègues partagent l'appréciation portée par une majorité d'enseignants qui rejette bon nombre de mesures imposées ces dernières années selon l'enquête menée par le Café pédagogique.

Que chacun en juge :

- à l'école primaire, l'aide personnalisée est nettement rejetée : 89% des enseignants sont contre son maintien en l'état,
- 74% demandent la suppression des évaluations nationales si chères au ministre,

- 94% s'opposent aux suppressions des RASED,

- le Livret Personnel de Compétences, véritable « usine à cases » qui vient alourdir le travail des enseignants, est majoritairement rejeté.

En conclusion, les enseignants manifestent spontanément une véritable exaspération contre la pression hiérarchique, contre une politique de dénigrement dont nous sommes la cible.

L'évaluation tourne à l'obsession sans pour autant que les enseignants aient les moyens et le temps de bien faire leur métier pour s'attaquer concrètement aux difficultés scolaires. Cette pression nouvelle sur les enseignants dont le métier se résumerait dorénavant à appliquer des techniques ou autres protocoles sous le contrôle d'indicateurs douteux n'aide pas l'école à avancer.

La communauté éducative de Massy, parents et enseignants, appellent ce samedi 31 mars à manifester contre cette politique. Le SNUipp-FSU 91 appuie cette démarche et invite les collègues à se joindre à cette initiative.

Il est grand temps que de nouvelles orientations éducatives soient définies avec de réelles ambitions en termes de service public, de réussite des élèves et de reconnaissance des personnels.